



BOULANGERIES ET PATISSERIES : Formation des délégués syndicaux.

C.C.T. valable à partir du 1.1.2003 pour une durée indéterminé sauf article 4 § 3 (A.R. demandé).

C.P. INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Séance du 5.12.2003

I. - Champ d'application.

Art. 1. § 1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des boulangeries, des pâtisseries qui fabriquent des produits « frais » de consommation immédiate à très court délai de conservation et de salons de consommation annexés à une pâtisserie.

§ 2 Par ouvriers sont visés les ouvriers masculins et féminins.

II. - Bénéficiaires.

Art. 2. La présente convention collective de travail est d'application lorsque les organisations les plus représentatives des travailleurs, représentées à la commission paritaire de l'industrie alimentaire, organisent des cours ou séminaires en vue du perfectionnement des connaissances économiques, sociales et techniques des membres des organes de représentation des travailleurs.

Le nombre de bénéficiaires visés par la présente convention collective de travail ne peut être supérieur au nombre total d'ouvriers détenant des mandats effectifs dans les divers organes de représentation des travailleurs de l'entreprise, soit le conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection au travail et la délégation syndicale.

Si les circonstances le justifient, certain(e)s délégués syndicaux(ales) ou militant(e)s, membres du personnel de l'entreprise désignés par les organisations syndicales des travailleurs, peuvent bénéficier de la présente convention collective de travail, en lieu et place des bénéficiaires dont question ci-dessus.

III. - Organisation.

Art. 3. Les organisations des travailleurs qui organisent des cours ou séminaires informent au moins deux semaines à l'avance le Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés de ces réunions, et font parvenir, dans le même délai, un résumé succinct des matières qui y seront examinées.

De plus, ces organisations informent le chef de l'entreprise, dans le même délai, de la désignation et de la participation de certains ouvriers aux cours ou séminaires, lorsque ces cours ou séminaires coïncident avec les heures normales de travail.

Il est admis par les parties que les désignations dont question ci-dessus ne

NEERLEGGING-DÉPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

5 XII 2003

28-06-2004

71700 16/11803

NR.
MO

peuvent entraver le fonctionnement efficace de l'entreprise intéressée, et que les périodes de formation sont fixées, dans la mesure du possible à des dates qui ne coïncident pas avec la ou les période(s) de pointe traditionnelle(s) des secteurs auxquels les entreprises appartiennent.

IV. - Durée des absences.

Art. 4. § 1. Les organisations les plus représentatives des travailleurs, représentées dans la commission paritaire de l'industrie alimentaire, disposent d'un crédit de 5 jours par année et par mandat effectif dans le conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection au travail et de délégation syndicale.

§2. Pour la fixation du nombre de jours de crédit auxquels les organisations représentatives des travailleurs ont droit par an, il ne faut pas nécessairement que les mandats visés au premier alinéa soit effectivement exercés.

§ 3. Pour les ouvriers travaillant de nuit, la disposition suivante est d'application :

- dispense de prestations avec maintien du salaire la nuit qui suit chaque journée de formation.
- dispense de prestations avec maintien du salaire la nuit qui précède immédiatement la formation. Au cas où la formation est organisée plusieurs journées consécutives, cette dispense est d'application pour la nuit qui précède immédiatement ces journées consécutives.
- seulement une dispense est imputée sur le crédit de formation, par jour effectif de formation.

§4. Le nombre de journées de formation prévues par la présente convention pour les différents délégués d'une même entreprise, peut être globalisé : un même travailleur désigné pour assister à des journées de formation, ne pourra toutefois bénéficier au total que de 15 jours maximum par an.

V. - Financement de la formation syndicale.

Art. 5. Pour assurer le financement de la formation syndicale, les employeurs visés à l'art. 1er versent, chaque année, au compte de chèques postaux du Fonds social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés, ou à une banque déterminée par le conseil d'administration du Fonds, une cotisation de 61,98€ par mandat effectif ouvrier, dans le conseil d'entreprise, le comité pour la prévention et la protection au travail et la délégation syndicale.

Les sommes dues doivent chaque année être versées par l'employeur au plus tard le 15 février.

Art. 6. Les cotisations sont perçues et recouvrées et le produit en est géré par le Fonds, conformément aux dispositions de l'art. 19 de ses statuts.

Le Fonds porte les cotisations au crédit de compte particuliers pour chaque organisation syndicale des travailleurs au prorata du nombre de membres effectifs dans les conseils d'entreprise, les comités pour la prévention et la

protection au travail et les délégations syndicales.

Art. 7. Les organisations représentatives des travailleurs représentées à la commission paritaire communiquent au Fonds chaque année, au plus tard le 31 décembre, le nombre de leurs délégués effectifs au sein des conseils d'entreprise, des comités pour la prévention et la protection au travail et des délégations syndicales dans chaque entreprise.

Art. 8. A partir du 15 février, l'employeur est obligé de payer un supplément de 10 p.c. sur le montant des cotisations particulières dues, augmenté d'un intérêt de retard de 5 p.c. sur le même montant, sans qu'aucune mise en demeure soit nécessaire.

VI. - Remboursement des frais de salaire et d'organisation.

Art. 9. Les employeurs dont certains ouvriers suivent des cours ou séminaires syndicaux paient les salaires afférents aux jours d'absence pour formation syndicale de la même façon que prévu par la loi et les arrêtés d'exécution concernant le paiement des jours fériés, et en obtiennent le remboursement par le Fonds Social.

Art. 10. Les organisations des travailleurs obtiennent du Fonds Social, contre justification, le remboursement des frais d'organisation, des activités de formation pour les ouvriers dont question à l'art. 2.

Art. 11. Le montant des frais de salaires remboursés aux employeurs, ainsi que le montant des frais d'organisation remboursés aux organisations des travailleurs sont débités du compte particulier de l'organisation des travailleurs concernée, qui est responsable financièrement du dépassement éventuel de son crédit.

VII. - Procédure de recours.

Art. 12. Tout litige au sujet de l'application de la présente convention collective de travail peut, à la requête de la partie la plus diligente, être soumis au comité de direction du Fonds Social et de garantie de la boulangerie, pâtisserie et salons de consommation annexés.

VIII.- Validité.

Art. 13. La présente convention annule et remplace la convention collective de travail du 14 mars 1991 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 14 novembre 1991 (Moniteur Belge du 24 décembre 1991).

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à l'exception de l'article 4§3 conclu jusqu'au 31 août 2005 et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Elle peut être dénoncée moyennant préavis de trois mois par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie alimentaire et aux organisations concernées représentées à la Commission paritaire précitée.

[Handwritten mark]

BAKKERIJEN EN BANKETBAKKERIJEN : Vorming van de syndicale afgevaardigden.

C.A.O. geldig van 1.1.2003 af voor onbepaalde duur, behoudens artikel 4 § 3 (K.B. gevraagd).

P.C. VOEDINGSNIJVERHEID - Zitting van 5.12.2003

I. Toepassingsgebied.

Art. 1. - §1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de bakkerijen, de banketbakkerijen die "verse" producten vervaardigen voor **onmiddellijke consumptie** met zeer beperkte houdbaarheid en de verbruikszalen bij een banketbakkerij.

§ 2 Met arbeiders worden de **mannelijke** en de **vrouwelijke** arbeiders bedoeld.

II. Begunstigden.

Art. 2. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing wanneer cursussen of **seminaries** ingericht worden door de **meest** representatieve organisaties van de **werknemers**, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, ter **vervolmaking** van de **economische**, sociale en technische kennis van de **leden** der vertegenwoordigingsorganen van de werknemers.

Het aantal begunstigden bedoeld door deze collectieve arbeidsovereenkomst mag het totale aantal van de arbeiders die in de **onderneming**, hetzij de **ondernemingsraad**, het comité voor preventie en **bescherming** op het werk en de syndicale afvaardiging, over effectieve **mandaten** beschikken, niet overschrijden.

Indien dit door de **omstandigheden** gewettigd is, kunnen **sommige** syndicale afgevaardigden of **militanten**, personeelsleden van de onderneming, aangewezen door de **werknemersorganisaties** van deze collectieve arbeidsovereenkomst genieten, in plaats van de begunstigden waarvan hierboven sprake.

III. Organisatie.

Art. 3. De werknemersorganisaties die cursussen of seminaries inrichten dienen het **Waarborg-** en **Sociaal Fonds** van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij **minstens** twee weken op voorhand van deze vergaderingen te verwittigen, binnen dezelfde termijn, een **beknopte samenvatting** te laten worden van de stof die bij gelegenheid zal behandeld worden.

Bovendien dienen deze organisaties het **ondernemingshoofd** binnen dezelfde termijn te verwittigen van de **aanwijzing** en de **deelname** van sommige arbeiders aan de cursussen of seminaries, wanneer deze cursussen of seminaries **samenvallen** met de normale werkuren.

De partijen geven toe dat de **aanwijzingen** waarvan hierboven sprake is doeltreffende werking van de betrokken onderneming niet mag **belemmeren** en

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

5 XII 2003

28-06-2001

71700

16/11803

dat de vormingsperiodes in de mate van het mogelijke worden vastgesteld op data die niet samenvallen met de traditionele periode(s) van hoogseizoen in de sectoren waartoe de ondernemingen behoren.

IV. Duur van de afwezigheid.

Art. 4. - § 1 De meest representatieve organisaties van de werknemers, vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de voedingsnijverheid, beschikken over een krediet van 5 dagen per jaar en per effectief mandaat in de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardiging.

§ 2 De mandaten bedoeld in de eerste alinea, dienen niet noodzakelijk te worden uitgeoefend om in aanmerking te komen voor de vaststelling van het aantal kredietdagen waarop de representatieve werknemersorganisaties per jaar recht hebben.

§ 3 Voor de arbeiders tewerkgesteld tijdens de nacht geldt de volgende regeling :

- Vrijstelling van de prestaties met behoud van loon de nacht die volgt op elke vormingsdag.
- Vrijstelling van prestaties met behoud van loon de nacht die onmiddellijk de vorming voorafgaat. In geval de vorming gedurende meerdere opeenvolgende dagen georganiseerd wordt geldt deze vrijstelling voor de nacht die deze opeenvolgende dagen onmiddellijk voorafgaat.
- Er wordt slechts één vrijstelling verrekend op het vormingskrediet per effectieve vormingsdag.


§ 4 Het aantal vormingsdagen door de huidige overeenkomst voor de verschillende afgevaardigden van eenzelfde onderneming kan geglobaliseerd worden : eenzelfde werknemer aangeduid om deel te nemen aan de vormingsdagen, zal echter in totaal slechts kunnen genieten van maximum 15 dagen per jaar.

V. Financiering van de syndicale vorming.

Art. 5. - Ten einde de financiering van de syndicale vorming te verzekeren, storten de werkgevers waarvan sprake in artikel 1 elk jaar op de postcheckrekening van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij, of op een door de beheerraad van het Fonds vastgestelde bank, een bijdrage van 61,98€ per effectief arbeiders-mandaat in de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardiging.

De te betalen bedragen moeten elk jaar ten laatste op 15 februari gestort worden door de werkgever.

Art. 6. - De bijdragen worden geïnd en gevorderd en het product wordt beheerd door het Fonds, volgens de bepalingen van artikel 19 van de statuten.



Het Fonds brengt de bijdragen op het krediet van bijzondere rekeningen voor elke werknemersorganisatie naar rata van het aantal effectieve leden in de ondernemingsraden, de comités voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardigingen.

Art. 7. - De representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigd in de het paritair comité, delen elk jaar ten laatste op 31 december aan het Fonds hun aantal effectieve leden in de ondernemingsraden, de comités voor preventie en bescherming op het werk en de syndicale afvaardigingen in elke onderneming, mede.

Art. 8. - Vanaf 15 februari, is de werkgever verplicht een verhoging van 10 pct. te betalen op het bedrag van de verschuldigde bijzondere bijdragen, verhoogd met een nalatighedsintrest van 5 pct. op hetzelfde bedrag, zonder dat hiervoor ingebrekestelling vereist is.

VI. Terugbetaling van de loon- en organisatiekosten.

Art. 9. - De werkgevers waarvan sommige arbeiders syndicale cursussen of seminaries volgen, betalen de lonen die betrekking hebben op de afwezigheidsdagen voor syndicale vorming op dezelfde wijze als voorzien door de wet en de uitvoeringsbesluiten betreffende de betaling der feestdagen, en bekomen de terugbetaling ervan door het Sociaal Fonds.

Art. 10. - De werknemersorganisaties bekomen, mits verrechtvaardiging, van het Sociaal Fonds de terugbetaling van de organisatiekosten van de vormingsactiviteiten voor de arbeiders waarvan sprake in art. 2.

Art. 11. Het bedrag der loonkosten die aan de werkgevers terugbetaald werden alsmede het bedrag der organisatiekosten die aan de werknemersorganisaties terugbetaald werden, worden afgetrokken van de bijzondere rekening van de betrokken werknemersorganisaties die financieel voor de eventuele overschrijding van haar krediet verantwoordelijk is.

VII. Verhaalprocedure.

Art. 12. - Ieder geschil betreffende de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst mag op aanvraag van de meest gereede partij voorgelegd worden aan het directiecomité van het Waarborg- en Sociaal Fonds van de bakkerij, banketbakkerij en verbruikszalen bij een banketbakkerij.

VIII. Geldigheidsduur.

Art. 13. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst vernietigt en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomsten van 14 maart 1991 algemeen verbindend verklaard door het Koninklijk Besluit van 14 november 1991 (Belgisch Staatsblad van 24 december 1991).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een onbepaalde duur behoudens artikel 4§3 dat geldt tot 31 augustus 2005 en treedt in voege op 1 januari 2003.

Zij kan opgezegd worden met een vooropzeg van drie maanden per een ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité van de voedingsnijverheid en aan de organisaties vertegenwoordigd in de bovengenoemde paritaire comités.